

*Initiatives ministérielles*

rait demander: «Comment aider ces familles et ces parents à mieux se tirer d'affaire?»

Le ministre a formulé certaines propositions. Il a proposé que nous collaborions avec les provinces pour accroître le nombre de places dans les garderies. Le gouvernement a déjà mis de côté des fonds pour établir jusqu'à 150 000 nouvelles places de garderie et nous déciderons avec les provinces de la façon de dépenser cet argent. De plus, le gouvernement pourrait, en collaboration avec les employeurs, essayer de trouver de nouveaux moyens pour encourager l'adoption d'horaires variables et d'une semaine de travail réduite.

Nous pouvons aussi investir pour mieux répondre aux besoins des parents par rapport aux services de garde et aux emplois rémunérés. Cela a beaucoup de sens sur le plan économique. Cela aurait notamment pour avantage de rendre les employés plus productifs, de créer des emplois pour les éducateurs dans les garderies et de diminuer les pressions exercées sur les programmes de bien-être social.

Ce sont là certaines des mesures que nous pouvons prendre. Je pourrais en énumérer d'autres, mais je vois que mon temps de parole tire à sa fin. Pour terminer, je voudrais féliciter le gouvernement de l'excellent travail qu'il a accompli et accueillir avec joie le premier ministre, qui rentre d'une mission extrêmement valable qui va créer de nombreux emplois dans l'immédiat et dans l'avenir.

**M. George S. Rideout (secrétaire parlementaire du ministre des Ressources naturelles, Lib.):** Madame la Présidente, pour commencer je tiens à féliciter le secrétaire parlementaire pour son excellent discours et sa perspicacité. À elle seule, la quantité de chiffres, de faits et de données a suffi à édifier les députés. Je voudrais poser une ou deux questions au secrétaire parlementaire.

Étant donné son expérience du commerce international, en tant que secrétaire parlementaire du ministre, je suis sûr qu'il est au courant des besoins sur le plan de l'éducation. Si nous voulons que notre économie fonctionne, nous devons faire en sorte non seulement que le gouvernement fonctionne mieux, mais aussi que l'économie croisse. Durant son voyage en Chine et dans la région du Pacifique, le premier ministre a montré aux Canadiens les débouchés qui s'offraient vraiment à eux. Nous devons préparer la main-d'oeuvre canadienne à ces débouchés. Peut-être le secrétaire parlementaire pourrait-il nous dire comment mettre à profit le filet social pour tirer parti de ces débouchés sur le marché international?

Le secrétaire parlementaire pourrait peut-être nous parler de certains problèmes que nous connaissons au Nouveau-Brunswick, à savoir les désincitatifs inhérents au système actuel. Je pense en particulier au régime d'assurance-chômage qui incite les gens à rester au chômage plutôt qu'à chercher du travail. Je pense aussi au système d'aide sociale, qui encourage les gens à continuer de dépendre de l'aide sociale en retirant à ceux qui acceptent un emploi peu qualifié et peu payé le droit à certains avantages comme les soins dentaires, les indemnités vestimentaires et les indemnités pour parents seuls.

Quiconque dit que le statu quo est acceptable et que nous pouvons laisser les choses exactement comme elles sont ne

comprend manifestement pas l'énorme réforme qui est nécessaire et dans laquelle s'est engagé le gouvernement.

Le secrétaire parlementaire pourrait-il faire certains commentaires à propos des désincitatifs inhérents au régime d'assurance-chômage et au système d'aide sociale dans les différentes provinces et pourrait-il donner aux Canadiens l'espoir qu'ils pourront tirer parti des débouchés qui s'offrent à eux sur le marché international?

**M. Harb:** Madame la Présidente, je veux remercier mon collègue, car ce sont ses efforts et son expérience de maire au sein de la Fédération canadienne des municipalités qui m'ont incité à accepter de coprésider avec ma collègue de Nepean le groupe de travail libéral sur l'infrastructure. Ce groupe a sillonné le pays et visité la province natale du député, avant de produire un rapport que notre caucus a adopté. Je tiens à le remercier encore pour l'intérêt qu'il a manifesté envers le bien-être de ses électeurs.

• (1640)

Le député m'a demandé le genre de choses que nous pouvons faire pour nos travailleurs et nos industries, afin qu'ils aient les compétences nécessaires. Nous devons nous concentrer sur la formation. La formation et le recyclage sont la clé du succès. Certains me demanderont peut-être quel type de formation doit être offert, et c'est une question valable.

Dans tous les pays du monde, l'économie dépend d'outils technologiques comme des ordinateurs, des robots et des machines perfectionnées. Les industries canadiennes ne se sont pas adaptées à ces transformations. Environ 50 p. 100 des sociétés canadiennes n'exploitent pas la technologie de pointe pour augmenter leur productivité.

Après la Belgique, l'Autriche et l'Australie, le Canada est le quatrième pays du monde pour ses investissements par habitant en recherche-développement, mais le secteur privé n'y est pour rien. Le secteur privé—l'industrie—n'investit pas suffisamment dans ce secteur. Comme le marché du travail se concentrera de plus en plus dans des domaines exigeant au moins 13 ans de scolarité, avec la spécialisation et les connaissances appropriées, nous devons investir dans la recherche-développement, dans l'éducation et dans la formation.

Le député demande ce qu'on pourrait faire pour améliorer les services d'emploi offerts au public. Le ministre s'emploie à trouver des moyens d'améliorer ces services, notamment pour fournir une orientation professionnelle individuelle, aider les gens à établir leur propre plan d'emploi, fournir de l'information au sujet du marché du travail, orienter les gens dans la bonne direction, leur permettre d'acquérir une formation de base et les aider à maîtriser la lecture, l'écriture et les mathématiques. Nous devons mettre à leur disposition de meilleurs programmes de formation pour leur permettre d'acquérir des compétences qui répondent, et c'est là le mot clé, aux besoins du marché du travail local. Cet aspect est très important. En vue de quoi faut-il former les gens? Voilà une question essentielle. Beaucoup de mes électeurs me demandent à quoi leur servira leur formation.

Nous devons collaborer avec le secteur privé. On ne peut pas agir seul. Le gouvernement ne peut tout faire seul. Nous devons